



# APPEL AU BLOCAGE DU SERVICE PUBLIC DE LA JUSTICE À PARTIR DU 10 SEPTEMBRE



COURRIEL : SYND-CGT-ACSJ@JUSTICE.FR  
SITE INTERNET : HTTPS://CGT-JUSTICE.FR

## MACRON CREUSE LA DETTE !

Les rapports officiels\*, voire même directement rattachés au premier ministre, se succèdent et mettent tous en évidence :

- que la politique de Macron a creusé la dette ;
- que des mesures alternatives existent bien, telles que la taxe Zucman, et que le premier ministre actuel ment !

## TRADUCTION, AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE :

- point d'indice à peine dégelé suite au pic d'inflation,
- fin du versement de la GIPA
- réforme des DSGJ retoquée pour le moment,
- réforme des corps techniques partielle et largement insuffisante,
- revalorisation des personnels administratifs largement insuffisante,
- mobilités entravées, opacité des commissions d'attribution des postes, mépris des compétences des CSA & FS,
- ENG, scolarité dégradée
- conditions de travail (service en sous-effectif, heures supplémentaires subies, harcèlements, TMS et RPS, etc),
- privatisation des métiers (formation, sécurité, accueil, ménage).

Traduction, Macron et ses gouvernements, non-majoritaires depuis juillet 2024 :

- *financent les grands inactifs*, grands patrons et/ou milliardaires et/ou actionnaires,
- *font les poches des travailleurs* du privé comme des agents publics,
- *refusent de changer de politique* malgré les nombreux désaveux, des gilets jaunes en 2018 jusqu'au rejet de l'ancienne majorité présidentielle en juillet 2024, en passant par l'opposition très large et très majoritaire dans la population française de la « réforme » des retraites en 2023 !
- **Conséquences**, *le nombre de milliardaires se multiplie, les dividendes versés aux actionnaires par les sociétés françaises sont sur la première place du podium européen*, les aides aux entreprises atteignent des sommets himalayens de plus de 211 milliards d'euros au détriment :
- *de la dette* (la gestion du COVID-19, par ailleurs critiquable, n'explique pas tout, loin de là ! ) ;
- *de nos systèmes de solidarité* et de protection sociale,
- *baisse du niveau de vie des travailleurs* avec une inflation non compensée,
- *services publics malades* & conditions de travail infâmes,
- *âge de la retraite* repoussé à 64 ans.

Au regard de la gestion catastrophique de la situation budgétaire par le premier ministre qui souhaite continuer à financer les cadeaux aux plus fortunés en continuant à s'en prendre à nos conditions de vie et de travail, le mensonge et le mépris n'ont plus de limite : lors de sa conférence de presse du 25 août dernier, il annonçait que la « dette colossale » de l'État était consommée notamment en « protection de concitoyens » et en « fonctionnaires en salaires ».

Jusqu'ici, Macron n'a été qu'au service d'un pouvoir néolibéral dont l'objectif est la destruction totale du statut des fonctionnaires et la casse du service public avec le soutien des véritables consommateurs de la dette : les plus riches par les exonérations d'impôts, les grandes entreprises par les 211 milliards d'aides publiques. **Aujourd'hui nous devons nous faire entendre car nous ne consommons pas la dette, nous créons les richesses !**

Aussi, nous nous associons à l'initiative citoyenne du 10 septembre afin que les collègues puissent commencer à se faire entendre !

Mais pour bloquer le ministère, une journée ne suffira pas et il nous faut envisager une grève reconductible.

Et en administration centrale, point névralgique du ministère, et dans les juridictions, où les agents des greffes sont la cheville ouvrière, nous avons un grand pouvoir pour bloquer le ministère de la justice.

**VOUS EN AVEZ LE POUVOIR ET NOUS EN AVONS LE POUVOIR,  
À NOUS DE LE METTRE EN ŒUVRE TOUS ENSEMBLE !**



Paris, le 8 septembre 2025

\*Sur l'exil fiscal : <https://cae-eco.fr/fiscalite-du-capital-quels-sont-les-effets-de-l'exil-fiscal-sur-leconomie-communique-de-presse>

Sur les crises qui seraient la cause de la dette : [https://www.ofce.sciences-po.fr/blog2024/fr/2024/20240524\\_RSMPXR/](https://www.ofce.sciences-po.fr/blog2024/fr/2024/20240524_RSMPXR/)

Sur le creusement de la dette par les cadeaux fiscaux : <https://france.attac.org/nos-publications/notes-et-rapports/article/rapport-la-dette-de-l-injustice-fiscale>

Sur l'effet dérisoire de la baisse des cotisations sociales sur l'emploi et l'investissement : <https://ires.fr/publications/cot/un-capitalisme-sous-perfusion-mesure-theories-et-effets-macroeconomiques-des-aides-publiques-aux-entreprises-francaises/>